



## Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Mathilde BORNE, Marie MASSART, Manu REYNAUD, Célia SERRANO

## **Culture et patrimoine historique - Dispositif de Fonds d'aide à la création et la diffusion théâtrale - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Afin de remporter le défi de la nécessaire structuration de la filière « Spectacle vivant » sur le territoire métropolitain, il convient de se doter d'objectifs stratégiques prioritaires. Dans un contexte local où les politiques publiques de la culture se sont essentiellement portées sur les établissements d'enseignements supérieurs et l'accompagnement de festivals à rayonnement national, voire international, se donner les moyens de dynamiser la créativité permettra un développement culturel harmonieux et cohérent du territoire.

A cet effet, mettre les acteurs en synergie, se donner les moyens de la création et repérer l'émergence pour mieux l'accompagner constituent le rôle attendu par les acteurs du territoire, qu'ils soient municipaux ou associatifs.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place un Fonds d'Aide à la Création et la Diffusion Théâtrale depuis 2002 qui contribue à soutenir la vitalité artistique sur son territoire en permettant une plus large diffusion de spectacles créés et joués par des compagnies locales tout autant qu'un engagement fort dans le soutien à la création d'œuvres.

Ce dispositif concourt également tant à la professionnalisation des lieux de diffusion, qu'à l'accompagnement des communes et des petites structures sur le choix des compagnies accueillies. Il leur donne la garantie d'un contrat en bonne et due forme conforme à la réglementation en vigueur et aux bonnes pratiques.

Le dispositif bénéficie aux compagnies installées sur le territoire métropolitain, à condition qu'elles soient programmées dans des théâtres situés du le territoire de la Métropole, et ce dans le cadre d'une convention.

Ce dispositif aide depuis 2002, en moyenne annuellement, 25 spectacles, il a bénéficié à 45 diffuseurs différents et 165 compagnies. Depuis 2013, la proportion des aides s'est inversée pour passer majoritairement d'une aide aux structures de diffusion de la ville-centre vers les communes de la métropole mettant ainsi en évidence l'effet incitateur du dispositif à faire programmer les compagnies du territoires par l'ensemble des équipements et ce sur plusieurs dates afin d'améliorer la qualité du travail des compagnies, d'offrir des temps de visibilité plus longs permettant un repérage par les professionnels pour une diffusion régionale voire nationale, mais également de mieux valoriser l'investissement public consenti à l'aide à la création. Le Fond d'Aide à la Création et la Diffusion a pour ambition de professionnaliser les lieux de diffusion et les compagnies qui en bénéficient.

L'aide à la création et la diffusion théâtrale doit correspondre aux critères suivants :

- intégration dans la programmation d'un lieu de diffusion situé sur le territoire de la Métropole,
- la compagnie devra bénéficier d'un contrat de cession ou de co-réalisation avec minimum garanti,
- nécessité de joindre sa licence d'entrepreneur de spectacle,
- obligation que la compagnie bénéficiaire soit installée sur le territoire métropolitain ; une attention particulière sera portée sur les compagnies émergentes,
- forte incitation à la diffusion d'une série pour le spectacle ou le projet aidé,
- irrigation la plus large possible du nombre de communes de la Métropole,
- mise en œuvre d'un parcours d'aide à la création entre les différentes structures d'accueil de la compagnie pour une ou plusieurs étapes de travail, tout au long du processus de création qui peut ainsi être pluriannuel même s'il devra faire l'objet d'une demande annuelle,
- cette aide pourra apparaître comme un apport en production auprès des autres partenaires institutionnels.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les modalités de fonctionnement du Fonds d'aide à la création et la diffusion théâtrale, ainsi que les termes de la convention d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Serge DESSEIGNE, M. Bruno PATERNOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-144115-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DCP 3M Convention Subvention FACDT 2020.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.